

# LA LETTRE DE LA SEMAINE N°15

1. Covid-19 : enjeux, déclic et perspectives pour l'Afrique, Dr Khady GNING
2. Quels marchés pour quel développement en Afrique subsaharienne ? T. Amougou et Martine N. Nyemb
3. Syndicalismes africains et rapport au politique: entre résistances locales et solidarités globales, S.A Soussi

## Notre analyse de la semaine : Vivre avec la pandémie de COVID-19 en Afrique : A quel prix ?



Avec plus de 4 900 000 de personnes infectées, 325 000 décès et 1 680 000 guéries dans le monde, à la date du 20 mai 2020 selon Channel NewsAsia, le nouveau coronavirus reste une maladie complexe avec laquelle le monde va sans doute devoir vivre comme pour la malaria et le SIDA. Pour Michael Ryan, Directeur exécutif du Programme d'urgences sanitaires de l'Organisation mondiale de la Santé, OMS, « Ce virus pourrait devenir endémique dans nos communautés, il pourrait ne jamais disparaître » Ces propos viennent confirmer les inquiétudes de spécialistes et professionnels du secteur social, économique et sanitaire, notamment en Afrique où les systèmes socioéconomiques et sanitaires sont mis sous une lourde épreuve par la COVID-19 avec des répercussions sur la stabilité de la gouvernance. Alors, l'Afrique va-elle en souffrir plus que les autres continents ? **Abonnez-vous pour lire l'analyse complète**

## Au Sahel : Le G5 Sahel toujours insuffisamment financé



Malgré les différents efforts fournis par des personnalités sahéliennes, le gouvernement français, les partenaires du Sahel dans la lutte contre le terrorisme, le G5 Sahel est toujours insuffisamment financé. Antonio Guterres, le Secrétaire général de l'ONU est revenu sur la question en affirmant sur RFI « Je me suis battu dès le commencement pour que le Sahel puisse avoir un appui de la communauté internationale bien plus fort que celui qui existe aujourd'hui, notamment du point de vue du G5 Sahel. J'ai toujours compris que le G5 Sahel devrait avoir un mandat sous chapitre VII [de la charte de l'ONU] et devrait avoir un financement garanti. J'ai vu avec beaucoup d'inquiétude un appui insuffisant du point de vue du G5 Sahel et de l'aide au développement. Je continue à prôner un engagement bien plus fort de la communauté internationale dans l'appui aux pays du Sahel. » **Abonnez-vous pour lire l'analyse complète**

## Au Mali : Faut-il régionaliser le pays ?



Alors que l'on fêtait les cinq ans de la signature de l'accord d'Alger le 15 mai 2015 à Bamako, la question de la forme de gouvernance territoriale qui apporterait le « développement » reste toujours un point de cristallisation des tensions entre les différentes parties au conflit et entre les maliens eux-mêmes. Dans ce vaste pays continental de l'Afrique de l'ouest qui a connu sa révolution démocratique en 1991, les questions liées à l'administration du territoire ont été toujours omniprésentes depuis l'indépendance. Alors faut-il régionaliser pour la paix et le développement? La régionalisation est un concept qui divise au Mali. Au sein de la classe intellectuelle malienne et jusqu'au haut niveau de l'Etat, on retrouve ceux qui y perçoivent un début de partition du pays et d'autre part ceux qui perçoivent un début de solution à la crise et à la problématique de gouvernance territoriale. **Abonnez-vous pour lire l'analyse complète.**

## Au Sénégal : L'énergie sous haute tension



Au Sénégal le secteur de l'énergie est sous les projecteurs de la presse, en raison du bras de fer qui oppose la Société nationale d'électricité du Sénégal (SENELEC) et Akilee, start-up innovante en matière de gestion rationnelle des énergies et présentée à ses débuts (à tort) comme une filiale de la SENELEC. En effet, en août 2017 le Directeur Général de la SENELEC, Mouhamadou Makhtar Cissé présente aux Sénégalais le partenariat avec la société I-nes, créée par un ancien de la SENELEC, qui s'associe avec la SENELEC pour constituer Akilee avec une répartition de 66% de parts pour I-nes et 34% pour la SENELEC. Le 11 février 2019, en pleine campagne électorale pour la présidentielle, la SENELEC signe avec Akilee un contrat sur dix ans pour la fourniture et l'installation de compteurs électriques dits intelligents pour lutter contre la fraude et faire des économies substantielles. Le montant du contrat s'élève à 187 milliards de francs CFA. Le parc de compteurs de SENELEC est estimé à 1 million 400 mille unités. Pour faire face à la croissance prévisible de son réseau, la SENELEC commande à Akilee un lot de 2 millions 700 mille compteurs nouvelle génération et lui délivre le 20 mars 2019 un bon de commande portant sur toute la quantité. Après la réélection du Président Macky Sall, Mouhamadou Makhtar Cissé est nommé ministre du Pétrole et des Energies.

**Abonnez-vous pour lire l'analyse complète**

## Au Comores : Le système de santé à l'épreuve de la COVID-19



Comme grand nombre de pays africains, le système de santé des Comores connaît des difficultés importantes. Ces difficultés qui préexistaient bien avant la COVID-19 se trouvent davantage exposées ces derniers mois avec la nécessité de prévenir et de gérer la maladie. Quand on évoque les difficultés du système de santé comorien, les experts comoriens remontent à la période coloniale avec une allusion à l'héritage de la colonisation. Les Comores étaient une colonie française jusqu'au 6 juillet 1975. Aujourd'hui, les infrastructures restent vétustes malgré les efforts prononcés des autorités. Alors, à l'heure où le monde et l'Afrique luttent contre la pandémie du nouveau Coronavirus, quel est l'état des structures sanitaires de l'Union des Comores ? Le Système de Santé comorien souffre d'un dysfonctionnement systémique. Ce dysfonctionnement touche presque toutes les échelles du système de santé, de soins et de protection sociale. Et, ce, malgré une couverture géographique en infrastructures jugée « bonne » et qui tourne autour de 99 %. C'est bien cela le « paradoxe du système comorien de la santé ». **Abonnez-vous pour lire l'analyse complète**

## NOTRE AGENDA



- ✓ **ALIBER CONSEIL présente ses services aux Comores jusqu'au mercredi prochain 27 Mai**
- ✓ **Modalités d'abonnement à l'analyse complète**
  - Au Mali via orange Money au +223 76 21 43 30 - 1000 FCFA/mois
  - Au Sénégal via Orange Money au +221 77 713 60 36- 1000 FCFA/mois
  - Au Comores via MVOLA au +269 441 2350 - 1000 FCFA/mois
  - En France et ailleurs via Paypal sur [abonnement@aliberconseil.com](mailto:abonnement@aliberconseil.com) 2€/mois

Adressez-nous ensuite votre justificatif et votre adresse email sur [abonnement@aliberconseil.com](mailto:abonnement@aliberconseil.com)

## NOTRE EQUIPE



### El-anzize Ali BOANA HIDI

**Directeur pays ALIBER CONSEIL aux Comores**

Consultant en Commerce International et Petites et Moyennes Entreprises

[elanzizeali@aliberconseil.com](mailto:elanzizeali@aliberconseil.com)

+269 441 2350

Retrouvez nos offres de service sur <https://aliberconseil.com/> Et rejoignez-nous sur les réseaux sociaux [contact@aliberconseil.com](mailto:contact@aliberconseil.com)